

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76032 ROUEN

ROUEN, le 02/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORMANDY COATING

Rue Verdier Monetti
76880 Arques-la-Bataille

Références : UDRD-2023-10-571-ET LCK/ChH
Code AIOT : 0005802394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2022 dans l'établissement NORMANDY COATING implanté 6 Rue Verdier Monetti 76880 Arques-la-Bataille. L'inspection a été annoncée le 25/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORMANDY COATING
- 6 Rue Verdier Monetti 76880 Arques-la-Bataille
- Code AIOT : 0005802394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société « Normandy Coating » située à Arques-la-Bataille (76880) exploite une usine qui réalise du traitement de films polyester par enduction de solvants. Les films polyester traités sont utilisés dans l'industrie des adhésifs, les étiquettes, les arts graphiques, l'électronique imprimée, le transfert textile, etc.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le dossier de réexamen IED
- la mise en place effective de l'oxydateur thermique
- le plan de gestion des solvants / schéma de maîtrise des émissions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-72	/	Sans objet
2	oxydateur thermique	AP Complémentaire du 28/05/2019, article Art2 de l'annexe de l'apc	/	Sans objet
3	plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article article 3.1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectif principal de faire aboutir l'instruction du dossier de réexamen IED. Compte tenu de la mise en place de l'oxydateur thermique, qui est une des meilleures techniques disponible (MTD), les émissions canalisées du site sont captées puis traitées. Le dimensionnement de l'équipement devrait permettre de respecter la valeur limite d'émission qui passe de 110 mg/ Nm3 en COVM à 20 mg/Nm3 de COV totaux à compter du 9 décembre 2024.

L'inspection a formulé quelques demandes d'information complémentaires qui sont reprises dans les fiches de constats sans que cela remette en cause la conclusion sans suite administrative de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-72
Thème(s) : Risques chroniques, contenu du dossier de réexamen IED
Prescription contrôlée : Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques

disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de réexamen comprend une mise à jour des conditions de l'autorisation depuis l'arrêté préfectoral du 14 août 2009.</p> <p>L'exploitant positionne son installation pour chacune des conclusions du BREF STS de décembre 2020.</p> <p>L'exploitant a bien joint son avis sur l'opportunité de réviser le permis d'exploiter.</p> <p>L'inspection a relevé que l'exploitant a omis de remettre le rapport de base prévu par l'article R515-69 du code de l'environnement lors du dépôt du dossier de réexamen IED. Ce rapport a été transmis à l'inspection le 11 octobre 2022. Le dossier de réexamen IED est donc complet.</p> <p>Un arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 3 février 2022 reprenant les conclusions du bref STS a été publié postérieurement à la remise du dossier de réexamen. Il n'est pas demandé à l'exploitant de refaire l'exercice de positionnement de l'installation au regard de cet AMPG.</p> <p>L'instruction du dossier et la visite des installations permettent de positionner l'activité de l'entreprise Normandy Coating sous le secteur " revêtement d'autres surfaces métalliques et plastiques" visées au point 3.2 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3/02/2022. L'activité réalisée consiste à traiter chimiquement la surface des bandes plastiques afin de permettre l'accroche du traitement final par le client (impression, colle, etc.).</p> <p>L'exploitant n'a pas demandé de dérogation ni d'aménagement de respect des MTD et NEA MTD, une instruction simplifiée va être engagée par l'inspection afin de lui notifier l'obligation de respecter cet AMPG du 3/02/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : oxydateur thermique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/05/2019, article Art2 de l'annexe de l'apc
Thème(s) : Risques chroniques, oxydateur thermique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est ajouté un article 3.1.8 à l'arrêté préfectoral du 14/08/2009</p> <p>article 3.1.8 - Oxydateur thermique :</p> <p>D'ici fin 2021, l'exploitant met en œuvre une technique d'oxydation pour éliminer les COV dans les rejets atmosphériques.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la mise en place effective de l'oxydateur thermique qui traite les rejets atmosphériques contenant des COV des unités mettant en œuvre des solvants.</p> <p>Les installations connectées sont:</p>

<ul style="list-style-type: none"> - l'atelier préparation des poudres (poudres + COV), - les réacteurs de préparation de l'unité UNISTA - et les 4 postes d'enduction de l'unité UNISTA. <p>Une aspiration à la source permet d'optimiser la captation des vapeurs de solvants utilisés (essentiellement du méthanol).</p> <p>Un échangeur thermique permet d'optimiser les consommations énergétiques des unités raccordées par récupération de la chaleur produite par l'oxydateur thermique. Ces éléments seront intégrés dans la gestion de la performance énergétique globale du site.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'équipement n'était pas encore réceptionné par l'exploitant. L'inspection demande à l'exploitant de fournir le procès verbal de réception chantier - délai 1 mois à compter de la réception du présent rapport.</p> <p>Au niveau de l'oxydateur thermique il y a in fine 3 cheminées de rejet dont 2 correspondent à des by-pass de l'équipement (au niveau des filtres à air). En fonctionnement normal, il n'y a pas d'émission sur ces 2 cheminées. Ces émissaires feront l'objet d'une consigne adaptée pour tenir compte des conditions OTNOC (conditions d'exploitation non normales) correspondant à 2 des 3 émissaires atmosphériques, afin de répondre à la MTD 13 (point 2.9.4 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3 février 2022). Le 3ème émissaire est régit quant à lui par les valeurs limites d'émission fixées au point 3.1.2.3 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3 février 2022. L'inspection demande la transmission du PID des flux de l'équipement avec le procès verbal de réception du chantier.</p> <p>L'exploitant a satisfait à l'ensemble des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28/05/2019 (à noter : l'article 1^{er} « remise en état des abords de l'exutoire » a fait l'objet d'un récolement dans le rapport de la visite d'inspection du 11/03/2021).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion des solvants (PGS)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et sorties de solvants de l'installation. Ce plan est transmis annuellement à l'inspection, ainsi que tout justificatif concernant la consommation de solvant (facture, fournisseurs, ...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pris note que l'exploitant présente annuellement un schéma de maîtrise des émissions, via la déclaration annuelle des émissions sur GERE. Cette opportunité permise par la réglementation actuelle cessera dès l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations classées (...) 3670 soumises au BREF STS (traitement de surface à l'aide de solvants).</p> <p>L'exploitant remettra un plan de gestion complet afin de respecter les valeurs limites d'émissions diffuses et canalisées fixées aux point 3.2.1.2 et 3.2.1.3 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3 février 2022.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que l'exploitant réutilise du solvant dans son</p>

installation qu'il régénère à l'aide d'une colonne à distiller. L'absence d'instrumentation de la colonne ne permet pas de valider ou d'invalidier l'hypothèse retenue dans le plan de gestion de solvants selon laquelle 80% des condensats distillés sont récupérés. L'inspection demande que l'exploitant vérifie le fondement de cette hypothèse qui permet de déterminer le flux I2.

La fiabilité de ce flux permettra d'améliorer la détermination du niveau d'émissions diffuses qui correspondra à 10% des quantités de solvants utilisés en entrée (I1 + I2) avec I1 qui correspond aux achats de l'année moins l'état des stocks de l'année n-1 (disposition 3.2.1.2 de l'annexe 1 de l'AMPG du 3 février 2022).

L'examen des schémas de maîtrise des émissions et des plans de gestion des solvants simplifiés de 2019-2020 et 2021 montrait le non respect des 1 kg de COV par Kg d'extrait sec utilisés pour l'année 2021 (avec 1.97 kg de COV / kg d'extrait sec) les autres années étant conformes.

Concernant les émissions diffuses fixées à 20 % de la quantité de solvant utilisée, la conformité est constatée avec 17% en 2019, 11% en 2020 et 9% en 2021.

Compte tenu de la mise en place de l'oxydateur thermique, constaté lors de la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suite administrative.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet